APPEL À CONTRIBUTION - "LES DÉFIS DE SOUTENABILITÉ DE L'EXPLOITATION DU PÉTROLE ET DU GAZ AU SÉNÉGAL"

Retrouver ici l'appel à contribution pour un dossier thématique de la revue « Mondes en développement », intitulé "Les défis de soutenabilité de l'exploitation du pétrole et du gaz au Sénégal" et coordonné par Waly Bocoum, Ndickou Gaye, Vincent Geronimi, Alioune Kane.

Appel ouvert jusqu'au 15 Septembre 2025

Contexte

À quelles conditions la découverte du pétrole et du gaz naturel en mai 2016 au Sénégal, peut-elle se transformer en opportunité de développement ? Ces découvertes, aujourd' hui estimées à 1 120 milliards de m3 pour le gaz et 1 030 millions de barils pour le pétrole (ITIE, 2025), ont de quoi susciter de réels espoirs dans le pays qui a produit son premier baril de pétrole en juin 2024. Or, la thèse de la malédiction des ressources (Auty 1993) souligne que l'abondance d'une ressource naturelle ne préjuge pas d'un impact positif en termes de développement (Magrin, 2015, Sachs et Warner, 1995). Autrement dit, l'impact de ces ressources dans le processus de développement économique doit être appréhendé avec prudence. Les explications avancées dans la littérature questionnent les effets d'enclave, le syndrome hollandais, ainsi que le rôle des institutions et de la gouvernance dans cette malédiction des ressources (Geronimi et Mainguy 2020).

Pour faire face à ces effets, le Sénégal a mis en place, en amont de la mise en exploitation, un ensemble de politiques et de dispositifs visant à maximiser les effets positifs tout en réduisant les effets négatifs associés à l'exploitation des hydrocarbures (Code pétrolier, Code gazier, Code de l'environnement, loi sur le contenu local, gaz to power,…), en s'inspirant des expériences internationales et des recommandations des organisations internationales.

Pour autant, comme l'illustre, à nouveau, la guerre menée contre l'Iran en 2026, le fait de devenir un exportateur d'hydrocarbures expose le Sénégal à de multiples risques et incertitudes, qui se lisent directement sur les fluctuations des cours des hydrocarbures, et qui renvoient aussi à des enjeux géopolitiques. Les politiques et les dispositifs mis en place au Sénégal pour gérer les hydrocarbures pour le développement se trouvent fortement sollicités par ces instabilités internationales (Bouterige et al., 2025).
À ces incertitudes s'ajoutent celles liées aux effets des fortes mobilisations internationales contre l'exploitation des énergies fossiles pour réduire de manière drastique l'exploitation du pétrole et de ses dérivés au profit d'énergies moins destructrices pour le climat et moins dégradantes pour la santé humaine.

L'enjeu environnemental attaché à l'exploitation de ces ressources au Sénégal est aussi celui de la protection de la biodiversité. Cette préoccupation est d'autant plus forte que les gisements de pétrole et de gaz se trouvent dans des zones où la pêche occupe une place importante et très particulière (Bocoum et al., 2025 ; Fall et al., 2025). La mise en exploitation de ces hydrocarbures dans ces zones présente des risques environnementaux tels que les déversements d'hydrocarbures pouvant donner lieu à des marées noires, le torchage du gaz rejetant des fumées toxiques dans l'atmosphère, la

fuite des produits chimiques utilisés dans les processus de production, pouvant altérer les écosystèmes marins et côtiers (estuaires, deltas, fosses sous-marines, herbiers, dunes, forêts de mangrove, etc.) et s'avérer catastrophiques pour la biodiversité (Kloff & Wicks 2004). Ces écosystèmes doivent être protégés au regard des multiples activités génératrices de revenus et des divers services qu'ils fournissent pour des millions de personnes.

L'ensemble de ces enjeux et défis posés par l'exploitation des hydrocarbures au Sénégal conduit à revisiter et à élargir les analyses du phénomène de la « malédiction des ressources » (Auty, 1993) en évaluant les impacts potentiels ou probables de la mise en exploitation des découvertes pétrolières et gazières dans le processus de développement économique et sur le bien-être des communautés au Sénégal.

Objectifs

L'appel à contributions vise à participer au renouvellement des analyses portant sur les possibilités de mobiliser une ressource non renouvelable, comme le pétrole et le gaz, pour répondre aux défis du développement durable. Il s'agit de faire dialoguer les économistes, géographes, juristes, fiscalistes, les acteurs de la société civile et les professionnels du secteur sur la mise en exploitation récente du pétrole et du gaz. La réflexion sera menée sur cette richesse qui est aussi un patrimoine national, tout en questionnant les enjeux de soutenabilité de l'exploitation d'une ressource fossile, soumise à d'importants risques et incertitudes.

Le présent appel se positionne donc au cœur des débats opposant développement économique et exploitation des énergies fossiles, à partir de l'expérience et des perspectives ouvertes au Sénégal, par référence aussi à d'autres expériences nationales de valorisation de ressources primaires pour le développement.
Quelques exemples de questions, non limitatives, qui pourront être abordées dans les propositions de contributions centrées sur le Sénégal :

- Comment l'exploitation des réserves pétrolières et gazières contribue-t-elle à la richesse dans un contexte de changements globaux ? Quelles estimations de la rente des hydrocarbures ?
- Quels sont les mécanismes (économiques, fiscaux, environnementaux, de gouvernance, etc.) mis en œuvre pour faire de ces ressources une opportunité ? Quels sont les risques associés ?

» Quelles politiques axées sur la soutenabilité l'Etat devrait-il adopter, tout en étant en phase avec les accords et agendas internationaux ?

» Quels sont les enjeux sectoriels associés à la mise en exploitation des hydrocarbures (pêche, formation,…) ?

» Quels sont les enjeux géopolitiques à différentes échelles posés par la mise en exploitation des hydrocarbures au Sénégal ?

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

> Revue Mondes en développement